



Professions du droit

UNI



Le droit établit les règles relatives au vivre ensemble dans tous les domaines de la société et évolue au gré des mutations de celle-ci. Différentes professions participent à la codification et à l'application de ces règles: les juristes garantissent le respect des lois, offrant leurs conseils auprès d'entreprises ou d'administrations. Les avocats assistent et défendent leurs clients, les notaires établissent et authentifient des actes et documents officiels, et les magistrats rendent des jugements lors de délits ou de différends.



CSFO Éditions



► Les audiences des tribunaux sont publiques: pour les étudiants en droit cela représente une occasion d'apprendre les ficelles du métier.

Qualités requises

Je maîtrise l'expression écrite et orale

La rédaction d'actes ou de décisions, les débats devant les tribunaux, ou les discussions autour d'un projet de règlement reposent sur l'art maîtrisé de la formulation écrite et de l'argumentation. Les mots sont la matière première des règles de droit.

Je dispose de bonnes capacités d'analyse et de synthèse

Les connaissances scientifiques sont la base du métier. Elles sont acquises pendant les études et nécessitent une bonne mémoire. Il faut ensuite savoir les appliquer dans chaque situation.

Je m'intéresse à la société et à ses mécanismes

Le droit touche à tous les domaines de la vie: des questions familiales à l'environnement, de la criminalité aux relations de travail, des affaires commerciales aux contrats d'entreprise, etc. Les professionnels du droit s'intéressent aux faits d'actualité et aux événements sociaux, sources de problématiques juridiques.

J'aime les contacts et j'ai une bonne capacité d'écoute

Pour pouvoir bien représenter un client, il est indispensable de comprendre sa situation et d'établir un lien de confiance. Cela permet de débloquer une situation sur le plan juridique, de régler un litige, d'établir un testament ou de rendre un jugement, par exemple.

J'ai le sens de l'organisation

Le suivi efficace de nombreux dossiers en parallèle exige méthode et rigueur, notamment pour respecter les délais de procédure. La moindre erreur peut être préjudiciable aux personnes ou aux entreprises ayant recours aux services des professionnels du droit.

Formation

La formation en droit s'effectue dans une haute école universitaire (HEU).

obligations, droit pénal général, droit constitutionnel, droit international, droit fiscal, etc.

Lieux

Fribourg, Genève, Lausanne, Neuchâtel, et UniDistance (Brigue)

Durée

- Université: 6 semestres pour le bachelor et 3 à 4 semestres pour le master
- UniDistance: 9 semestres pour le bachelor et 5 semestres pour le master

Conditions d'admission

Maturité gymnasiale ou titre jugé équivalent

Les études bilingues (français-allemand ou anglais) sont possibles dans toutes les universités.

Contenu

Bachelor

Connaissances juridiques de base: procédure civile, droit civil, droit des

Titres délivrés

Bachelor / Master en droit

Formation continue

Quelques possibilités après un master en droit:

Brevet d'avocat-e: stage d'avocat-e et examen cantonal

Brevet de notaire: stage de notaire et examen cantonal

Magistrature: brevet d'avocat-e ou de notaire, élection à la fonction

Diplômes d'associations: droit de la famille, droit immobilier, droit humanitaire, magistrature, etc.

Postgrades universitaires: CAS, DAS ou MAS en Children's Rights, en droit des biens culturels, en droits de l'homme, etc.

Formation HES

Il est possible d'étudier le droit dans une haute école spécialisée (HES): d'une durée de trois ans, le bachelor HES en droit économique (Neuchâtel) et le bachelor HES en droit appliqués (Winterthour) sont accessibles directement aux titulaires d'une maturité professionnelle Économie et Services.

La formation, généraliste, proposée à plein temps ou en emploi est axée sur le droit suisse. Le bachelor ouvre des perspectives d'emploi comme juriste dans les entreprises ou les administrations publiques, mais il ne permet pas l'accès direct au master HEU en droit.



◀ Les échanges par visioconférence facilitent la collaboration entre Frédéric Erard et ses collègues de la communauté de recherche.

Expliquer, vulgariser, informer

Responsable du service juridique et du transfert de technologie dans une organisation académique dédiée à la valorisation et au partage de données biologiques et biomédicales, Frédéric Erard accompagne la mise sur pied de projets visant à faciliter le travail des chercheurs en sciences de la vie.

Le réseau de l'Institut Suisse de Bioinformatique (SIB) compte 25 institutions partenaires en Suisse, parmi lesquelles des hôpitaux et des universités. Les trois juristes du SIB sont à la disposition de la communauté participative pour les questions de droit. «Ce matin, par exemple, j'ai reçu l'appel d'une collègue de Bâle voulant discuter d'un contrat qui impose des mesures de sécurité particulières pour l'utilisation d'une infrastructure informatique sécurisée», explique Frédéric Erard. Il s'agira, pour le juriste, de vérifier la compatibilité avec la loi et les exigences des partenaires institutionnels. Pour les questions d'ordre technique, Frédéric Erard s'entretient régulièrement avec des informaticiens spécialisés en sécurité informatique, notamment

✓ La vérification de questions juridiques peut s'effectuer dans les bibliothèques des facultés de droit.

au sujet de l'accès à des données sensibles.

Établir des contrats

Lorsqu'il n'est pas en relation téléphonique avec des collègues, ce professionnel du droit se consacre à des tâches de rédaction, par exemple en vue de l'établissement de contrats entre universités pour des consortiums de recherche. Un travail de longue haleine ponctué de discussions avec des partenaires du SIB pour clarifier certains points, par exemple pour déterminer si les données échangées entre les institutions concernées sont des données personnelles ou non personnelles. «La réflexion porte notamment sur les possibilités juridiques de réutiliser les données collectées dans certains projets pour d'autres fins de recherche», explique Frédéric Erard.

Chercher des solutions

Dans son travail, le juriste s'appuie sur plusieurs lois fédérales (recherche sur l'être humain, protection des données, brevets, droit d'auteur). Le code des obligations lui est également utile pour tous les aspects contractuels généraux (engagement valable des parties, début et fin du contrat, etc.). «L'une de mes missions est d'expliquer les tenants et les aboutissants des projets: je m'adresse à des chercheurs,

Frédéric Erard

35 ans, master en droit de la santé et des biotechnologies, doctorat en droit et brevet d'avocat, juriste à l'Institut Suisse de Bioinformatique (SIB)



des non-juristes. Je dois adapter mon langage.» Au quotidien, Frédéric Erard explique, vulgarise, informe. «Il faut savoir faire preuve de pragmatisme pour trouver des solutions. Le but est de faire avancer la recherche dans les meilleures conditions possibles.» Dans le cadre de son emploi, il publie en outre des articles scientifiques sur la protection des données. Il anime également des séminaires à la Faculté de médecine de l'Université de Genève sur le thème de l'éthique et du droit médical.



«Quand on enfile la robe, on devient une autre personne»

Collaboratrice au sein d'une petite étude d'avocats active dans le contentieux judiciaire et dans le conseil, Maëlle Roulet gère de nombreux dossiers ayant trait au droit des nouvelles technologies et à la cybersécurité, et défend ses clients devant les tribunaux.

Sa maturité en poche, Maëlle Roulet s'est accordé une année sabatique à Londres pour vivre sa passion pour la musique. C'est sur les bancs d'une école de musique contemporaine qu'elle s'est intéressée au droit d'auteur, à la propriété intellectuelle et à l'information numérique. De retour en Suisse, elle s'est lancée dans des études de droit à Genève puis à Lausanne, où elle a obtenu son master en droit en criminalité et sécurité des nouvelles technologies de l'information. «Pluridisciplinaire, ce master lie droit, informatique et criminologie», précise la jeune femme. «J'ai eu la chance de rencontrer des experts de ces différents domaines!»

Conseil, analyses et rédaction

Les journées de la jeune avocate sont bien remplies: la gestion du courrier, les téléphones avec des clients ou avec le tribunal, les analyses juridiques et la rédaction d'avis de droit ou d'écritures judiciaires occupent une bonne partie de son quotidien à l'étude. «Ce sont des

tâches qu'on ne voit pas dans les films, mais qui prennent énormément de temps», sourit Maëlle Roulet. La jeune avocate exerce une activité de conseil auprès de clients qui veulent déposer une marque, ou qui l'interpellent au sujet de la protection des données, par exemple dans le cas de l'utilisation déloyale d'un site Internet par une société qui en a copié le contenu. Plainte pénale ou requête provisionnelle, il faut au préalable rassembler les pièces, établir les bases légales et les faits, réfléchir aux moyens d'intervention dans le cadre du droit, tout en tenant compte des délais. «Les délais, c'est le nerf de la guerre dans notre métier», souligne Maëlle Roulet. Dans le domaine de la cybersécurité, elle collabore avec des informaticiens externes



▲ Les plaidoiries ne représentent qu'une petite partie du métier d'avocat.

et mise d'abord sur la prévention: «La cybercriminalité ne connaît pas de frontières. Mieux vaut donc prévenir que guérir.»

Construire sa plaidoirie

Un avocat peut refuser de défendre une personne s'il se sent trop touché émotionnellement. Une situation que n'a pas encore rencontrée Maëlle Roulet, inscrite au barreau depuis quelques mois seulement. Pour ses plaidoiries, la jeune avocate rédige son texte dans les moindres détails ou se contente de quelques commentaires,



▲ L'avocat représente son client. Établir un lien de confiance avec lui est essentiel.

Maëlle Roulet

29 ans, master en droit en criminalité et sécurité des nouvelles technologies de l'information, brevet d'avocate, avocate au barreau de Genève



mais elle ne lit pas ses notes le moment venu. «Comme avant un concert, j'ai le trac à l'instant d'entrer en plaidoirie. On se retrouve face au public, au client, au juge, à l'avocat de la partie adverse... De fait, un dossier juridique bien préparé est plus facile à plaider», relève l'avocate.



Notariat

Le droit au service de la paix sociale

Chloé Ayer

50 ans, master et doctorat en droit, brevet de notaire, notaire à Fribourg

«Je voulais être indépendante et en contact avec les gens», souligne Chloé Ayer. Après la soutenance de sa thèse de doctorat sur le droit des sociétés, elle a donc choisi d'expérimenter le droit sur le plan de la relation humaine. «Je ne me voyais pas avocate, et j'ai découvert le métier de notaire lors d'un stage dans une étude. J'ai appris à recevoir et à conseiller le client, à établir des actes dans le domaine du droit immobilier, du droit des successions ou du droit fiscal. La fonction première du notaire, c'est d'assurer la sécurité du droit et des transactions, il est un acteur de paix sociale», explique-t-elle. Les situations rencontrées l'amènent parfois à sortir de son étude, par exemple pour vider un appartement ou recueillir un testament sur un lit de mort: «Je suis très honorée d'avoir été désignée pour cela. Mais la plupart du temps, je travaille au bureau.»

Précision, minutie, et écoute des clients

Expertise en droit des sociétés, Chloé Ayer veille au respect des procédures administratives: «Tout doit être parfait, rien n'est laissé au hasard.» Chaque détail est consigné, chaque acte – qui a lui-même son historique – est classé et numéroté dans un répertoire par ordre chronologique. Les actes originaux sont conservés à l'étude. Ceux-ci, ainsi que les testaments et les cédules hypothécaires, sont classés dans des registres. «On n'imagine pas tout ce qu'il y a derrière un acte! Recevoir les clients représente la moitié de nos activités. C'est un métier de confiance, au cœur de la justice», précise Chloé Ayer. La profession de notaire, plutôt traditionnelle, va cependant changer avec la digitalisation, à laquelle la Confédération travaille avec l'appui d'un groupe d'experts.



Magistrature

Examiner les éléments du dossier et trancher

Grégory Bovey

48 ans, master et doctorat en droit, brevet d'avocat, juge au Tribunal fédéral, Lausanne

Élu juge au Tribunal fédéral (TF) après une carrière d'avocat et de juge auprès de juridictions inférieures, Grégory Bovey examine les recours formés contre des décisions prises par les tribunaux cantonaux. Il est l'un des six membres de l'une des deux cours de droit civil du TF. Autorité suprême de la Confédération, le TF veille à l'application uniforme du droit fédéral dans tous les cantons. «Le travail d'un juge fédéral est assez solitaire: alors qu'un juge de première instance tient des audiences et rend ses décisions après avoir entendu les parties ainsi que les éventuels témoins et experts, les juges du TF étudient les dossiers uniquement par écrit. Nous ne corrigéons pas les faits, comme pourrait le faire une cour d'appel, sauf en cas d'erreur manifeste. Dès la première instance, l'avocat doit donc être attentif à ne rien oublier.»

Obtenir la majorité des voix

Les juges fédéraux examinent les cas par rapport aux griefs soulevés par les recourants et vérifient que le jugement qui fait l'objet du recours a été rendu conformément au droit. «Les arrêts du TF ont valeur de jurisprudence et les autres tribunaux doivent s'y conformer», précise Grégory Bovey. Avec l'appui de greffiers, chaque juge élabore un projet de décision qui sera soumis à deux autres juges. Le collège est élargi à cinq juges en cas de désaccord. Une délibération publique peut être organisée s'il n'y a toujours pas unanimité. C'est à cette occasion que le juge minoritaire peut exprimer sa position en détail. Partisan de la conciliation ou de la médiation, Grégory Bovey cherche à rendre la décision la plus juste en fonction des règles de droit applicables. «Un bon juge doit être humble et à l'écoute», souligne-t-il.



▲ **Gérer les dossiers et rédiger** Les professionnels du droit consacrent une bonne partie de leur temps à des tâches de bureau.



► **Organiser son temps** La gestion simultanée de nombreux dossiers exige une organisation sans faille.



▲ **Garantir une relation de confiance** Les avocats sont soumis au secret professionnel. La confidentialité est au cœur de leur métier.



► **Archiver les dossiers** Tous les échanges, les décisions, les actes sont soigneusement classés et conservés.

▼ **Savoir écouter** Recevoir les clients fait partie des tâches courantes des avocats et des notaires.



► **Consulter les textes de référence** L'expertise du juriste s'appuie sur des publications scientifiques et juridiques.



◀ **Représenter l'état** Les notaires sont des officiers publics qui assurent l'authenticité des actes par leur signature et leur timbre.



► **Maîtriser les langues** Une très bonne maîtrise de l'allemand et de l'anglais est un atout en Suisse.



Marché du travail

La société recourt de plus en plus aux voies judiciaires pour régler des problèmes qui pourraient l'être par d'autres moyens. Liée à l'évolution individualiste de l'opinion publique, la judiciarisation est favorable aux professionnels du droit. En témoigne le nombre d'avocats en Suisse, qui a presque doublé en vingt ans pour s'élever aujourd'hui à plus de 11 000.

Les études, et après?

S'il est théoriquement possible d'entrer dans le monde du travail avec un bachelor en droit, la majorité des offres d'emploi de juriste exigent des candidats qu'ils soient titulaires d'un master en droit, voire d'un brevet d'avocat. Le stage dans une étude d'avocat étant considéré comme une première expérience professionnelle particulièrement utile, la majorité des diplômés en droit choisissent d'obtenir le brevet d'avocat, qui est évidemment un titre exigé pour pratiquer le barreau. La difficulté, pour les futurs avocats ou notaires, est de trouver un stage. Ils doivent s'y consacrer dès le début des études de master. Les magistrats (juges, procureurs) sont élus par les pouvoirs publics et leur

▼ Dans certains cantons, les avocats et les juges portent la robe lors de séances au tribunal.



nombre est limité. La citoyenneté suisse est une condition d'accès sine qua non au notariat et à la magistrature. Avocats, notaires et magistrats sont tenus au secret professionnel et prêtent serment, mais la confidentialité caractérise toutes les professions du droit.

Des perspectives très favorables

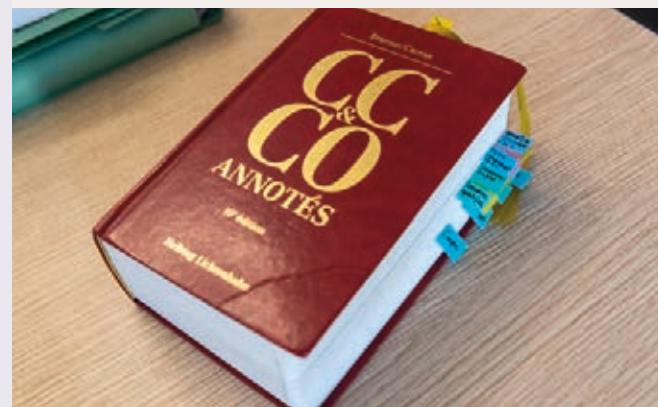
Les évolutions technologiques et les changements sociétaux font évoluer la loi et poussent les professionnel-le-s du droit à actualiser en permanence leurs connaissances juridiques. Les spécialisations du master en droit ouvrent de nombreux débouchés dans les administrations publiques, les banques, les compagnies d'assurances, les entreprises privées, les associations, les organisations internationales, la diplomatie, etc. Les cabinets ou études en Suisse sont en majorité de petite taille et comptent entre un et trois avocats généralistes pouvant en outre faire état de compétences pointues dans des domaines spécifiques. Les grandes études employant des spécialistes de différents domaines sont rares.



Autres professions du droit

- **Greffier-ère de tribunal:** assiste les juges dans leur mission. Élabore des projets de décisions judiciaires, tient le procès-verbal des audiences et rédige les jugements et arrêts, sous la responsabilité des juges.
- **Paralegal BF:** dans une étude, soutient le travail des avocats; dans une entreprise ou l'administration, appuie les juristes dans les services juridiques, les ressources humaines ou d'autres services spécialisés.
- **Spécialiste en droit ES:** en entreprise ou dans l'administration, conseille les clients internes et externes sur des questions juridiques, établit et vérifie des contrats, s'occupe des poursuites et des cas pénaux.

▼ Les professionnels du droit se réfèrent aux recueils de lois (codes) en vigueur dans tous les domaines.



i Adresses utiles

www.orientation.ch, pour toutes les questions concernant les places d'apprentissage, les professions et les formations

www.juristenverein.ch, Société suisse des juristes (SSJ)

www.sav-fsa.ch, Fédération suisse des avocats (FSA)

svr-asn.ch, Association suisse des magistrats de l'ordre judiciaire (ASM)

snv-fsn.ch, Fédération suisse des notaires (FSN)

www.orientation.ch/salaire, informations sur les salaires

Impressum

1^{re} édition 2022

© 2022 CSFO, Berne. Tous droits réservés.

Édition:

Centre suisse de services Formation professionnelle | orientation professionnelle, universitaire et de carrière CSFO
CSFO Editions, www.csfo.ch, editions@csfo.ch
Le CSFO est une institution de la CDIP.

Enquête et rédaction: Corinne Giroud, Lausanne **Relecture:** Livia Danieli, Université de Lausanne; Marianne Gattiker, Saint-Aubin-Sauges **Photos:** Thierry Porchet, Yvonand

Graphisme: Eclipse Studios, Schaffhouse

Mise en page et impression: Haller + Jenzer, Berthoud

Diffusion, service client:

CSFO Distribution, Industriestrasse 1, 3052 Zollikofen
Tél. 0848 999 002, distribution@csfo.ch, www.shop.csfo.ch

N° d'article: FE2-3171 (1 exemplaire), FB2-3171 (paquet de 50 exemplaires).

Nous remercions toutes les personnes et les entreprises qui ont participé à l'élaboration de ce document. Produit avec le soutien du SEFRI.